

Les changements climatiques à Terre-Neuve et au Labrador

Il existe un large consensus scientifique sur la réalité des changements climatiques. Ces changements sont en train de se produire et ils comportent des conséquences sérieuses—pour notre santé, notre économie et notre avenir.

Les activités humaines, y compris l'utilisation considérable des combustibles fossiles pour le chauffage, le transport et l'électricité, produisent des gaz à effet de serre qui s'accumulent et provoquent le réchauffement de la planète. Les températures moyennes dans le monde augmentent : le 20^e siècle a été le plus chaud du dernier millénaire et les années 80 et 90 ont été les décennies les plus chaudes jamais enregistrées. Le Canada, comme pays nordique, ressentira les incidences des changements climatiques davantage que la plupart des autres pays.

Au cours des 100 prochaines années, les provinces atlantiques pourraient connaître une hausse de température de 3 à 4 °C. Des changements de régimes de précipitations et des phénomènes météorologiques violents sont également prévus. Ces changements climatiques, qui pourraient être les plus importants et les plus rapides depuis 10 000 ans, influenceront profondément sur nos vies et les écosystèmes dont nous dépendons.

Glaces de mer

À court terme, les changements climatiques pourraient faire augmenter le nombre d'icebergs, ce qui pourrait être périlleux pour les bateaux. À long terme, les changements climatiques pourraient diminuer l'épaisseur et l'étendue des glaces de mer, ce qui pourrait allonger la saison de transport maritime et rendre les brise-glaces moins nécessaires. Cependant, une diminution des glaces de mer augmentera non seulement l'exposition des plages aux ondes de tempête d'hiver, mais encore, l'érosion littorale et les dommages causés par les tempêtes aux bâtiments et aux structures comme les jetées. Dans certaines régions de Terre-Neuve, des topographes ont déjà observé une érosion considérable le long de la côte.

Écosystèmes en mutation

Des températures plus élevées et des régimes de précipitations changeants pourraient influencer sur la distribution, la santé et l'accessibilité d'espèces sauvages et de poissons. Des changements de débits fluviaux comme une débâcle hâtive, un écoulement printanier plus important et un débit plus faible en été affecteraient plusieurs espèces comme le harlequin plongeur du Labrador, une espèce en voie de disparition.

Espèces marines

Les températures changeantes pourraient influencer sur la quantité et la distribution de certaines espèces de poissons. Par exemple, la morue est très sensible à la température de l'eau. Entre 1900 et 1920, des

températures plus chaudes ont permis à la morue de migrer vers le nord. Après 1930, lorsque la température de l'eau a baissé, la morue a regagné le sud. La température influe également sur la taille des morues et les plus grosses proviennent des eaux plus chaudes. Un réchauffement important des plans d'eau douce pourrait aussi affecter la quantité et la distribution de la truite et du saumon.

Hausse du niveau de la mer et érosion littorale

La hausse du niveau de la mer affecte les basses terres côtières. Les marais salés et les lagunes d'eau douce peuvent être inondées par de l'eau salée ce qui affecterait l'habitat halieutique et la vie marine. La disparition possible des cordons littoraux pourrait contribuer à l'érosion littorale. Une érosion comme celle qui menace le phare de Pointe Verte à Terre-Neuve risque de devenir plus fréquente dans l'avenir.

Plans d'eau

L'hydroélectricité est une source d'énergie importante à Terre-Neuve et au Labrador. Des changements à long terme du niveau de précipitations annuelles pourraient affecter la capacité de production globale, mais les réseaux d'énergie électrique avec barrages

et réservoirs pourront probablement adapter leurs pratiques d'exploitation à ces changements. Par contre, les réseaux hydroélectriques sans réservoirs seront plus vulnérables à des changements du niveau des précipitations.

Une baisse des niveaux d'eau ou des débits fluviaux dans certaines régions pourrait entraîner une mauvaise qualité de l'eau. Des températures plus élevées, un été plus long et des pluies plus abondantes pourraient également faire augmenter les risques de contamination de l'eau potable par des parasites d'origine hydrique comme *Giardia Cryptosporidium*.

Ondes de tempête et inondations côtières

Les ondes de tempête sont provoquées par des vents violents venus de la mer et une baisse de la pression atmosphérique qui élèvent le niveau de l'eau d'un mètre ou plus au-dessus du niveau normal. La hausse considérable du niveau de la mer au cours du siècle pourrait permettre aux ondes de tempête d'inonder des régions jamais submergées auparavant. Les inondations constituent déjà un problème à Terre-Neuve et au Labrador, où les dommages qu'elles ont causés au cours des 15 dernières années ont coûté plus de 40 millions de dollars.

Actions concrètes

Étant donné la gravité éventuelle des risques à long terme associés à ces répercussions, la prudence commande de prendre des mesures maintenant pour réduire les émissions qui contribuent aux changements climatiques. L'analyse démontre qu'au Canada les répercussions sur les emplois et la croissance économique associées à la réduction des gaz à effet de serre pourront être maintenues à des niveaux modestes et contrôlables compte tenu de la forte croissance à laquelle on s'attend pour la prochaine décennie.

Pour donner une idée de l'ampleur des répercussions possibles sur l'industrie, l'incidence économique prévue de la mise en œuvre des étapes un et deux du Plan du Canada sur les changements climatiques pour respecter les engagements pris dans le cadre du Protocole de Kyoto varie selon les hypothèses entre -0,4 p. 100 et -1,6 p. 100 du produit intérieur brut du pays. Il s'agit d'un faible impact compte tenu de la forte croissance économique prévue pour cette période. Des analyses montrent une croissance du marché de l'emploi de 1,08 à près de 1,26 millions d'emplois d'ici 2010, comparé à un peu plus de

1,32 millions si on maintient le statu quo. Cela signifie un délai dans la création d'emplois d'environ 62 000 emplois au Canada en 2010. En comparaison, l'économie canadienne crée actuellement environ 46 000 nouveaux emplois par mois.

Selon les estimations, avec la mise en œuvre de mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, le produit intérieur brut de Terre-Neuve-et-Labrador augmentera d'ici 2010 à un niveau d'environ 0,17 p. 100 inférieur à celui qui serait atteint dans un scénario de maintien du statu quo. Au cours des huit prochaines années, la croissance

du nombre de nouveaux emplois serait ralenti d'environ 0,5 p. 100, ce qui se traduirait par un retard dans la création d'emplois d'environ 1 100 nouveaux emplois. Au cours de la dernière année, la perte nette d'emplois à Terre-Neuve-et-Labrador a atteint environ 1 200 emplois.

Ces prévisions économiques ne tiennent pas compte des avantages substantiels pour l'environnement et la santé associés à la lutte contre les changements climatiques. À ces mesures s'associeront de nombreux avantages, dont un air plus sain, une réduction des dépenses de santé et d'autres avantages sociaux et environnementaux pour les Canadiens.

Les répercussions sur le revenu personnel disponible en 2010 le rendraient d'environ 0,16 p. 100 inférieur à ce qu'il serait si aucune mesure n'était prise. Par rapport à ce qu'ils seraient autrement, les prix de l'électricité pourraient baisser d'environ 0,06 cents/kWh. On s'attend à ce que le prix de l'essence soit en 2010 au même niveau que si aucune mesure n'avait été prise.

Pour illustrer les augmentations de production touchant les principaux émetteurs industriels de la province résultant des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre (moyennes nationales), mentionnons que l'électricité générée par le pétrole augmenterait de 0,12 cents le kWh ou de 1,57 p. 100.

Le Plan prévoit une augmentation au quadruple de la production pétrolière offshore de Terre-Neuve et du Labrador. La modélisation a également tenu compte d'augmentations d'émissions de gaz à effet de serre causées par les nouveaux développements miniers et de fonderie à Voisey's Bay. Il y a tout lieu de croire

que le plan n'aura quasiment pas d'effet sur le développement économique de Terre Neuve et du Labrador.

L'approche du Canada quant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre vise à minimiser les coûts et à maximiser les possibilités pour la technologie canadienne. Elle anticipe une économie reposant sur des sources d'énergie plus propres et utilisant des technologies de pointe. Le plan propose des investissements stratégiques dans des projets novateurs de lutte contre les changements climatiques. Il propose par ailleurs la création d'un Fonds de partenariat qui permettrait de partager les coûts de réduction des émissions en collaboration avec les gouvernements des provinces et des territoires ainsi que des municipalités, des communautés autochtones et du secteur privé.

En nous appuyant sur les innovations canadiennes et en veillant à ce que les différents secteurs de l'économie, les régions et les consommateurs jouent un rôle dans les mesures de lutte contre les changements climatiques, les répercussions sont plus faciles à gérer pour tout le monde. En unissant nos efforts, nous permettons au Canada d'être fortement concurrentiel dans un monde qui se dirige vers une nouvelle économie à faible intensité carbonique.

Les compagnies et les collectivités de Terre-Neuve-et-Labrador font déjà preuve de leadership dans la lutte contre les changements climatiques¹ :

- Dans le cadre d'un programme appelé Climate Change Action: The Job Begins at Home, des éco-équipes composées de jeunes offrent des évaluations HomeGreenUp et EnerGuide aux propriétaires partout dans la province. Les résidents apprennent à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre ainsi que leur consommation d'énergie et d'eau, à récupérer les déchets et à freiner les pratiques de transport non écologiques.

- Le 12 septembre 2002, Conservation Corps a lancé le Climate Change Education Centre—un site Web qui propose des outils et des faits en ce qui concerne les répercussions des changements climatiques pour Terre-Neuve et le Labrador et les adaptations qui s'imposent. Le projet est parrainé par le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador, le gouvernement du Canada et Newfoundland and Labrador Hydro.

¹ Ces exemples sont tirés de documents publics.

Pour de plus amples renseignements sur les actions entreprises par le gouvernement et ce que vous pouvez faire,
veuillez composer 1 800 O-Canada (1 800 622-6232) ou ATS 1 800 465-7735,
ou rendez-vous aux sites
www.changementsclimatiques.gc.ca
www.gc.ca

